



La Une

Actualité

Régions

Foot



ALERTEZ-NOUS



18°



Le ministre Jeholet menace de ne pas verser 30 millions dus aux centres d'insertion socioprofessionnelle

Publié le Lundi 17 Juin 2019 à 11h17 Belga sur <https://www.sudinfo.be/id125256/article/2019-06-17/le-ministre-jeholet-menace-de-ne-pas-verser-30-millions-dus-aux-centres>

Les centres d'insertion socioprofessionnelle (CISP) dénoncent le «chantage» exercé par le ministre wallon de l'Emploi, Pierre-Yves Jeholet, qui menace de ne pas leur verser, pour le 30 juin, les subventions correspondant au solde 2018 et à la 2ème avance 2019 du subside lié à l'agrément des CISP, soit un peu moins de 30 millions d'euros.



Belga

«Alors que les projecteurs sont tournés vers les formateurs du prochain gouvernement wallon, Pierre-Yves Jeholet se transforme en guillotineur du secteur CISP. Une dernière vengeance d'un ministre agissant en toute puissance sous des dehors de grand défenseur des deniers publics», dénonce l'Interfédération des centres d'insertion socioprofessionnelle dans un communiqué.

«Plus grave encore, le ministre menace les centres - pourtant réagréés en bonne et due forme en 2017 - d'enclencher la procédure de suspension ou de retrait d'agrément des CISP s'ils n'ont pas signé le contrat de coopération avec le Forem», poursuit-elle.

Ce contrat de coopération prévoit les modalités de la collaboration entre les opérateurs d'insertion et le Forem. Mais, à la suite d'une évaluation défavorable tant de l'ensemble des opérateurs partenaires que du Forem, ce contrat doit être revu en profondeur, explique l'Interfédération qui assure avoir transmis plusieurs propositions en ce sens.

«Faisant fi de la concertation en cours et des remarques émises par les opérateurs, le ministre a néanmoins envoyé une obligation de signature d'un texte insatisfaisant et non validé par tous, pour le 30 avril 2019», ajoute la fédération en regrettant que le ministre assimile «les affaires courantes à une 'licence to kill'».

«Depuis la prise de fonction du ministre de l'Emploi et de la Formation mi-2017, le secteur a dénoncé sans relâche sa politique et sa volonté de remettre en question l'action réalisée par nos centres vis-à-vis des demandeurs d'emploi peu qualifiés, fort éloignés du marché du travail», rappelle-t-elle enfin. «Ce dernier coup de massue signe une nouvelle menace grave pour l'avenir des demandeurs d'emploi peu qualifiés et pour l'emploi de plusieurs centaines de travailleurs du secteur CISP», conclut l'Interfédération.